



PAUVRETÉ

OIC/COMCEC-FC/34-18/D()



COMCEC

NOTE DU BCC SUR L'ALLÈGEMENT DE LA PAUVRETÉ

BUREAU DE COORDINATION DU COMCEC

Avril 2018

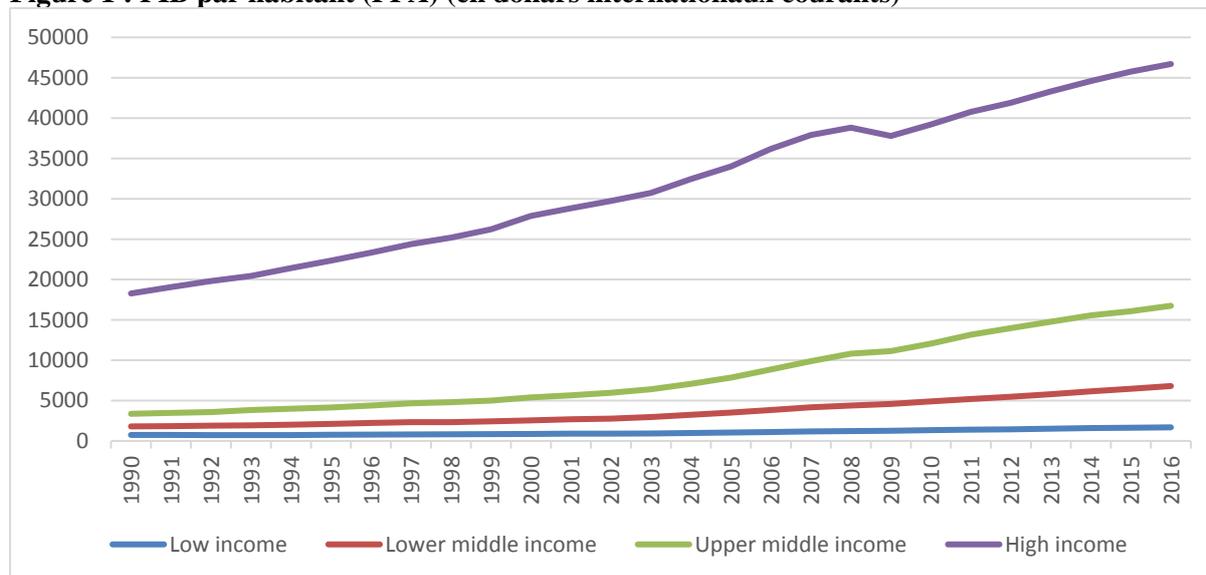
NOTE DU BCC SUR L'ALLÈGEMENT DE LA PAUVRETÉ

Il existe différentes définitions pour la pauvreté. Cette notion peut simplement être définie par l'incapacité à pourvoir aux besoins essentiels. La méthode la plus fréquemment utilisée est la définition de la pauvreté en termes monétaires, tels que US\$1.90 par jour et US\$ 3.10 par jour.¹ La pauvreté est également définie en termes non monétaires d'une perspective multidimensionnelle. L'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM), calculé par le PNUD, considère les dénuements multiples de la population et leur chevauchement en utilisant les dimensions de la santé, de l'éducation et des standards de vie. L'Indice de Développement Humain (IDH) est un autre indicateur non monétaire de la pauvreté, élaboré par le PNUD. Parallèlement à la santé, à l'éducation et aux niveaux de vie, l'IDH se concentre sur quelques éléments supplémentaires de ces dimensions.

La Pauvreté dans le Monde

Quand on examine la pauvreté en termes monétaires, le premier indice à prendre en compte est le PIB par habitant PPA (Parité du Pouvoir d'Achat). Le PIB par habitant mondial moyen en PPA était de \$16,215 en 2016. Cette moyenne était de \$46,847 pour les pays à revenus élevés, de \$16,884 pour les pays à revenus supérieurs à la moyenne, de \$6,802 pour les pays à revenus inférieurs à la moyenne et de \$1,702 pour les pays à revenus faibles (Figure 1). Ces chiffres montrent qu'il existe une disparité considérable entre les pays. Alors que le Qatar détient le PIB par habitant (PPA) le plus élevé avec 127,481 de dollars internationaux courants, la République Centrafricaine a le plus bas PIB par habitant avec 698,7 en dollars internationaux courants. Il existe également des problèmes importants relatifs à la répartition des revenus dans les pays.

Figure 1 : PIB par habitant (PPA) (en dollars internationaux courants)



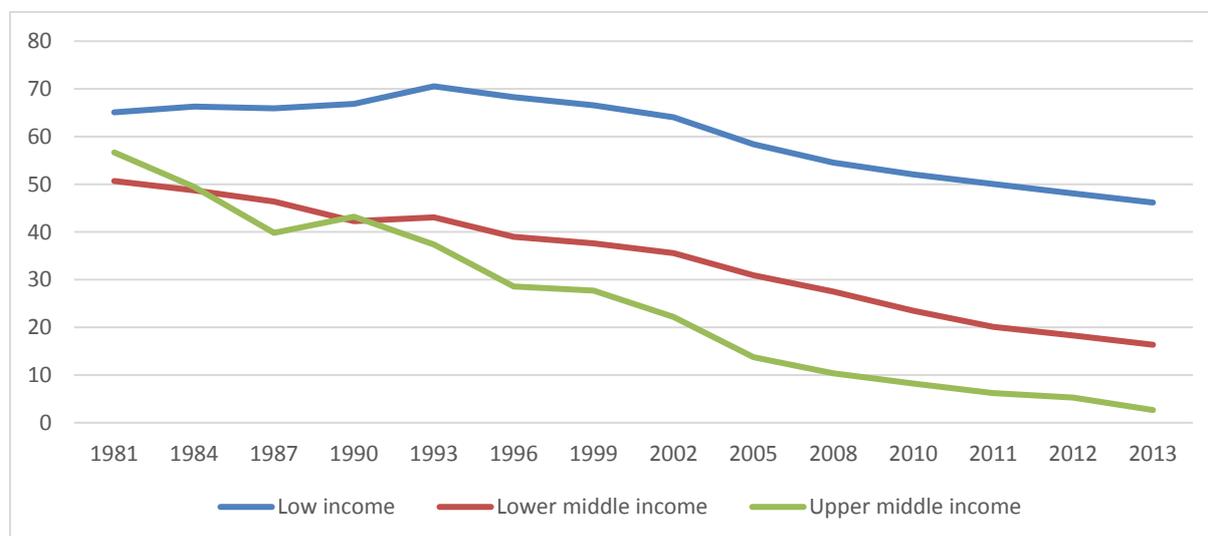
Source : Préparé par le BCC en utilisant les indicateurs du Développement dans le Monde de la Banque Mondiale.

Pour la plupart des pays, les niveaux de pauvreté ont diminué en termes monétaires au cours des trois dernières décennies. En effet, pour la période 1981-2013 des progrès significatifs ont été observés en ce qui concerne le pourcentage de personnes vivant avec moins de 1,25 USD par jour. Alors que ce taux était de 43.2% pour les pays à revenus supérieurs à la moyenne, de 42.3% pour les pays à revenus inférieures à la moyenne et de 66.9% pour les pays à revenus

¹ La définition de la « pauvreté extrême » de la Banque Mondiale a été révisée de manière à signifier de vivre avec moins de US\$1.90 par jour, au lieu de US\$1,25 par jour, afin de refléter les dernières données relatives aux parités du pouvoir d'achat. De même, le montant de US\$2 par jour a été révisé pour passer à US\$3.10 par jour.

faibles en 1990, il a diminué de 2.7%, de 16.4% et de 46.2% respectivement les groupes de pays en 2013 (Figure 2).

Figure 2 : Proportion du nombre de pauvres pour 1.90 USD par jour (2011 PPA) (% de la population)



Source : Créée par les auteurs en utilisant les indicateurs du développement dans le Monde de la Banque Mondiale

La réduction des niveaux de pauvreté dans la plupart des pays est prometteuse ; cependant, certains pays ont des niveaux de pauvreté accrus.

La pauvreté dans les pays membres de l'OCI

L'OCI, en tant que groupe, est composée de pays ayant des niveaux de développement différents provenant de diverses régions géographiques. 21 sur les 47 Pays les Moins Avancés (PMA) sont membres de l'OCI. A cet égard, le PIB par habitant des pays membres montre une composition très dispersée, variant de US\$978 à 127,523 (PPA en dollars int. courants) en 2016². De plus, le nombre de personnes vivant avec moins de \$1.90 dollars américains par jour dans les Pays Membres de l'OCI s'élevait à près de 277.3 millions, soit 23.8% de la population totale de l'OCI en 2016.

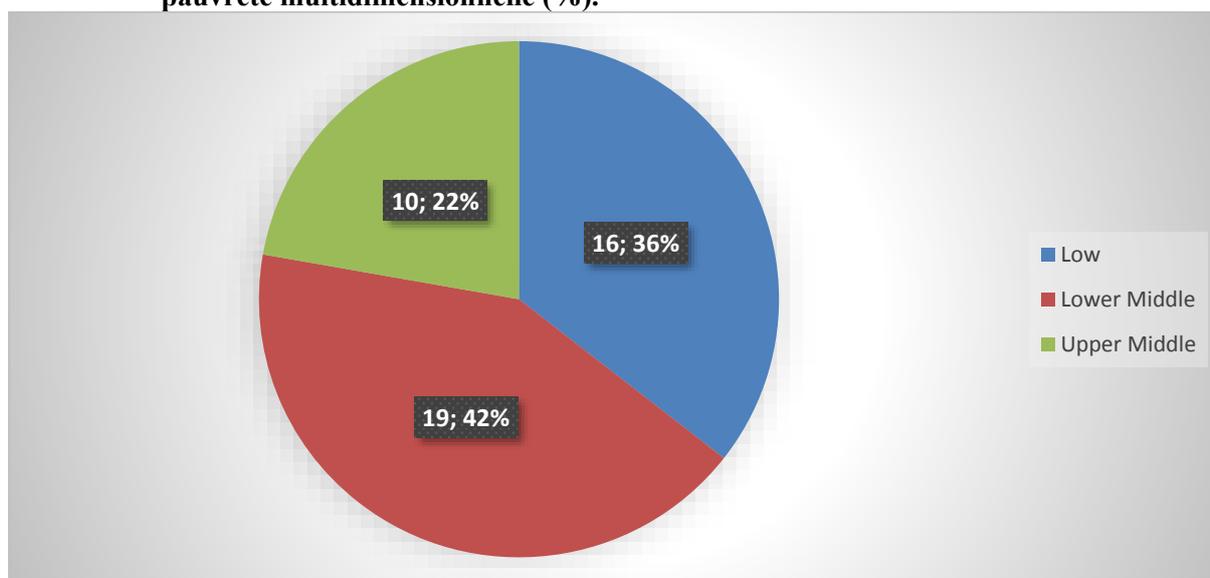
La Pauvreté Multidimensionnelle dans les Pays Membres de l'OCI.

En ce qui concerne le groupe pour lequel MPI est calculé, on constate que la majorité des pays membres de l'OCI font partis de ce groupe. Parmi ces Pays Membres de l'OCI qui ont des valeurs MPI, 22% sont des pays à revenus intermédiaires-supérieurs, 42% sont des pays à revenus intermédiaires-inférieurs et 36% sont des pays à bas revenus (Figure 3).³ La population vivant dans la pauvreté multidimensionnelle varie considérablement parmi les pays membres de l'OCI. Alors qu'au Kazakhstan ce taux n'est que de 1.1%, au Niger il atteint près de 90%. Au total, environ 15% de la population totale des Pays Membres de l'OCI vit dans des conditions de pauvreté multidimensionnelle.

² Source : Banque Mondiale, Indicateurs du Développement dans le Monde

³ Perspectives 2017 du COMCEC sur la Pauvreté.

Figure3 : La part des catégories de niveau de revenu pour les Pays Membres de l'OCI avec la pauvreté multidimensionnelle (%).



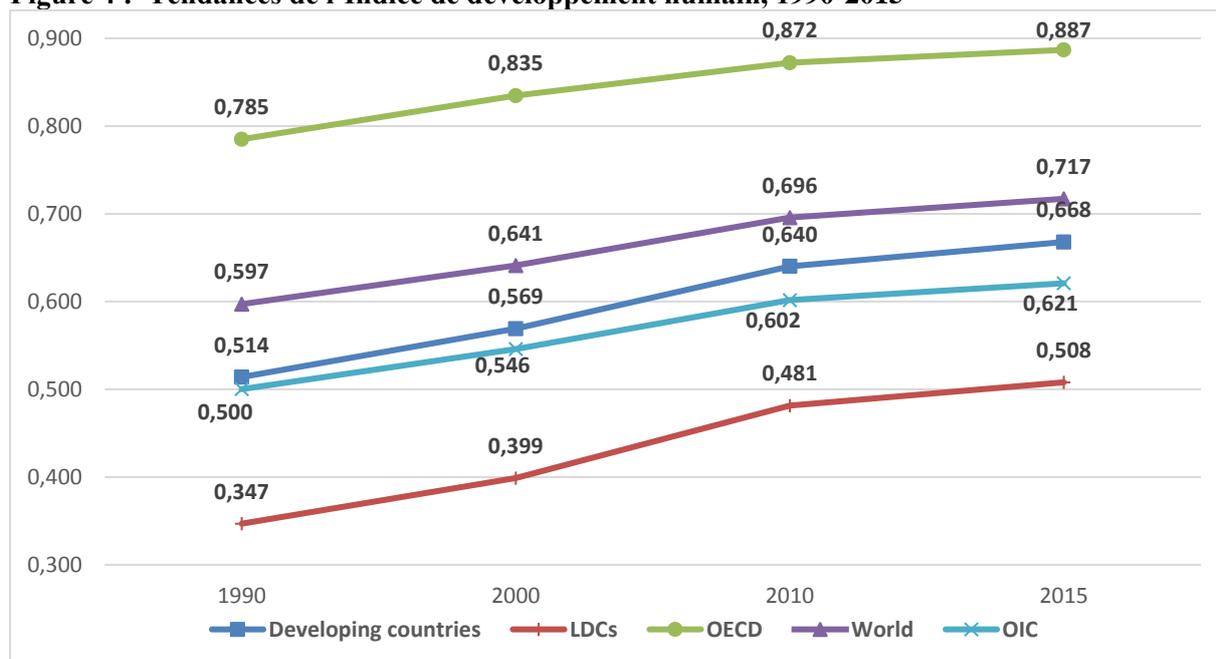
Source : Perspectives 2017 du COMCEC sur le Pauvreté

La contribution de la privation en matière d'éducation à la pauvreté globale pour la région de l'OCI est entre 3,7% (Ouzbékistan) et 54,7% (Syrie). La même portée pour la contribution de la privation en matière de la santé à la pauvreté globale est entre 18,8% (Somalie) et 83,9% (Kazakhstan), et la contribution de la privation en matière de niveau de vie est entre 3,5% (Jordanie) et 51,9% (Ouganda).⁴

Niveaux de développement humain dans les Pays Membres de l'OCI

L'indice de développement humain (IDH) montre l'existence d'une augmentation du développement humain dans le monde entre 1990 et 2015 (Figure 4). La moyenne mondiale est passée de 0.597 à 0.717. La moyenne de l'OCI est passée de 0.500 à 0.621 et elle est restée nettement inférieure à la moyenne de l'OCDE et de la moyenne mondiale au cours de la même période. Les valeurs de l'IDH de l'OCI ne sont supérieures qu'à celles des PMA. D'autre part, l'écart entre l'OCI et les pays en voie de développement s'est accru au cours des 25 dernières années. En 1990, il était de 0.014, alors qu'il a augmenté à 0.047 en 2015.

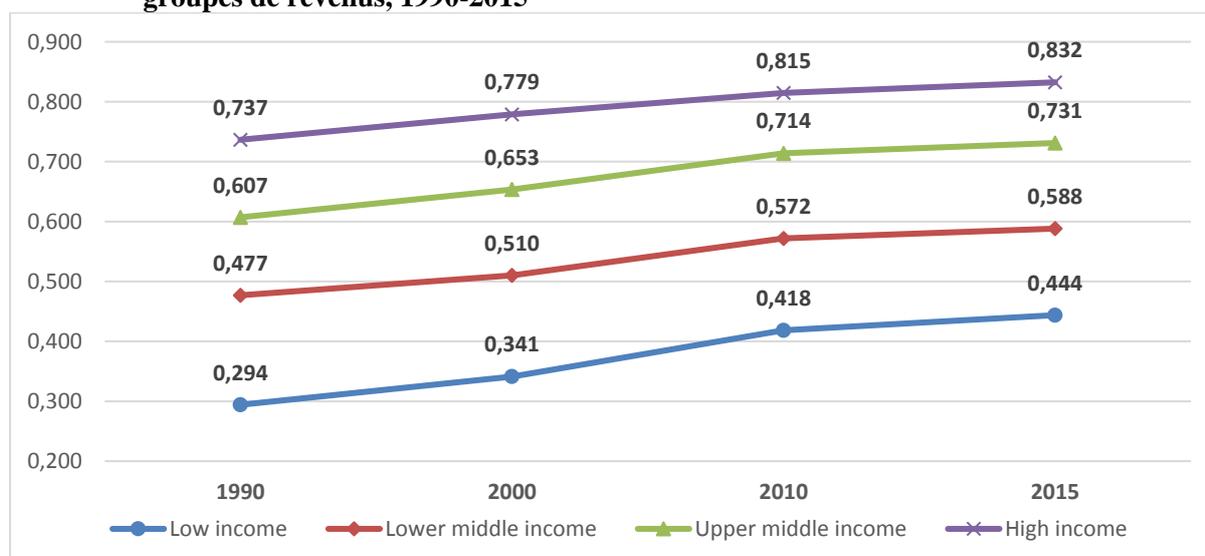
⁴ Perspectives 2017 du COMCEC sur la Pauvreté

Figure 4 : Tendances de l'Indice de développement humain, 1990-2015

Source : PNUD 2016

Note : Les moyennes ne sont pas pondérées, c'est-à-dire que chaque pays dans les groupes a le même poids, indépendamment de sa population.

La Figure 5 montre l'évolution de l'IDH pour les états membres de l'OIC dans les différents groupes de revenus entre 1990 et 2015. Elle révèle qu'il y a eu une amélioration pour chaque groupe de revenus au cours de la période définie. Elle montre aussi clairement que les valeurs de l'IDH sont fortement associées au niveau de revenus. Les valeurs de l'IDH augmentent constamment à mesure que le niveau de revenu d'un groupe de pays augmente. Les pays à revenus élevés et à revenus intermédiaires-supérieurs affichent des tendances d'IDH qui dépassent la moyenne de l'OIC. Par ailleurs, les pays à revenus intermédiaires-inférieurs et à bas revenus ont des valeurs d'IDH plus faibles par rapport à la moyenne de l'OIC.

Figure 5 : Tendances de l'indice de développement humain des Pays Membres de l'OIC par groupes de revenus, 1990-2015

Source : Perspectives 2017 du COMCEC sur le Pauvreté

Note : Les moyennes ne sont pas pondérées, c'est-à-dire que chaque pays dans les groupes a le même poids, indépendamment de sa population.

Programme 2030 pour le développement durable et les objectifs de développement durable (ODD)

Le programme 2030 pour le développement durable vise à réaliser une transition du Programme de développement du millénaire à travers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) se sont concentrés sur les défis des pays pauvres, mais le Programme 2030 pour le Développement Durable est un programme de développement plus global qui concerne tous les pays indépendamment de leur niveau de développement.

Depuis l'adoption des OMD, d'énormes progrès ont été entrepris sur le plan mondial ; toutefois, l'éradication de la pauvreté demeure l'un des principaux défis mondiaux pour le développement durable. Pour cette raison, le premier Objectif de Développement Durable a été déterminé comme suit : « Mettez fin à la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde »

Les principaux défis auxquels sont confrontés les pays membres dans la réalisation des OMD étaient, entre autres, le manque de volonté politique et d'engagement envers les OMD, les infrastructures insuffisantes, les capacités institutionnelles sous-développées, y compris la capacité de mise en œuvre, le manque de ressources financières adéquates, la situation économique mondiale et les conditions commerciales défavorables, le manque de croissance inclusive, le manque d'un environnement favorable - y compris les conflits et les défis liés aux catastrophes - afin d'attirer les investissements et d'encourager le développement du secteur privé. Néanmoins, en prenant en compte les défis des OMD ainsi que le contexte plus ambitieux des ODD, la mise en œuvre des ODD revêt une importance cruciale.

Compte tenu de l'importance du sujet, le Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID) et le Bureau de Coordination du COMCEC (BCC) ont soumis une étude commune intitulée « Les Facteurs Critiques pour Réussir dans la Mise en Œuvre de l'Agenda de Développement Post-2015 et des Objectifs de Développement Durable : Situation Actuelle et Perspectives pour l'OCI » pour la 31^{ème} session du COMCEC. Un certain nombre de sessions spéciales sur différents aspects des ODD ont été organisées en parallèle à la 31^{ème} Session du COMCEC. De plus, en consultation avec le Groupe de la BID et le Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), le BCC a soumis à la 32^{ème} Session du COMCEC un rapport sur le rôle potentiel et les contributions possibles des institutions concernées de l'OCI pour la réalisation des ODD et de leurs sous-objectifs dans les pays membres.

Conformément à la résolution pertinente du COMCEC, le Bureau de Coordination a rassemblé les activités des institutions de l'OCI entreprises pour la mise en œuvre des ODD dans les pays membres, et a présenté un rapport à la 33^{ème} Session du COMCEC.

Par ailleurs, le SESRIC mène une enquête des tendances sur les priorités des pays membres en matière d'ODD. Le SESRIC a soumis soumettre un rapport sur les priorités des pays qui ont participé à la 33^{ème} Session du COMCEC. De façon similaire, le SESRIC présentera les résultats de l'enquête du 34^{ème} Comité du COMCEC ainsi que celui de la 34^{ème} Session du COMCEC.

- **Qualité de l'Éducation parmi les Pays Membres de l'OCI (Onzième Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté)**

L'éducation est un moyen considéré pour briser le cycle de la pauvreté en transmettant du savoir, en relançant la productivité du travail et le savoir en gain sur le marché. Cependant, contrairement à l'impression générale, le lien entre l'éducation et l'apprentissage est très faible dans plusieurs pays en développements, y compris l'OCI. Les écoles font face à des problèmes structurels qui sapent l'apprentissage chez les enfants. Les compétences des enseignants ainsi

que la qualité et la ponctualité du curriculum font parties des autres facteurs empêchant une éducation de qualité. De plus, le manque de compétences fondamentales devant être acquises lors de l'enseignement pré-primaire a aussi une mauvaise influence sur la performance de l'étudiant lors des cycles d'éducation primaire et secondaire.

La 11^{ième} Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté de COMCEC, tenue le 5 Avril 2018, a pris en main la qualité de l'éducation parmi les Pays Membres et a proposé des recommandations concrètes afin d'être soumis à la 34^{ième} Session Ministérielle du COMCEC. Lors de la réunion, les rapports d'études nommés « La Qualité d'Education dans les Pays Membres de l'OCI » et « La vision sur la Pauvreté de COMCEC 2017 » ont été étudiés par les participants. Les représentants des Pays Membres participants, les organisations internationales et les ONG ont tenu des présentations et ont partagé leur expérience vis-à-vis de l'amélioration de la qualité d'éducation.

Le rapport d'étude mentionné ci-dessus montre que le nombre de pays membre de l'OCI participant aux examens pour étudiants internationaux comme PISA ou TIMSS a augmenté depuis 2000. Alors que 2 pays membres de l'OCI seulement ont participé au PISA et TIMSS en 2000, ce chiffre a augmenté à 11 pour PISA et à 12 pour TIMSS en 2015. Le rapport indique aussi que 5 pays membre de l'OCI (la Malaisie, le Qatar, l'Indonésie, le Kazakhstan et la Turquie) ont connus une amélioration lors des derniers rounds de PISA ou TIMSS. De plus, la note moyenne de l'OCI en mathématiques, lecture et science on aussi augmenté.

Malgré ces améliorations, le groupe de pays membres de l'OCI reste bien en dessous des autres groupes de pays dans toutes les évaluations internationales importantes. Plusieurs membres de l'OCI affrontent des défis majeurs pour améliorer la qualité d'éducation. Certains de ces défis élaborés dans ce rapport d'étude sont les suivants : le manque/l'insuffisance en éducation pré-primaire, les problèmes d'installations physiques y compris la quantité d'écoles, la qualité des enseignants ou le choix du métier d'enseignants ainsi que l'écart entre pauvre-riche.

Tenant compte de ces défis, la 11^{ième} Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté a abouti aux recommandations de politique suivantes :

1. Augmenter tant la quantité que la qualité des enseignants travaillant dans les écoles en services pour les plus désavantagés et les plus pauvres en améliorant les taux de rémunération, les interventions pédagogiques, les incitations de performance, les réformes des formations et des curricula
2. Amélioration de l'efficacité de l'enseignement et de l'apprentissage en adoptant les nouveaux modèles d'éducation basés sur les Technologies d'Information et de Communication (TIC) pour l'usage commun.
3. Encouragement de meilleures opportunités d'apprentissage de petite enfance en mettant en place une éducation pré-primaire accessible et abordable
4. Assurer un modèle universel progressif afin de supprimer l'écart pauvre-riche dans les résultats de l'apprentissage.
5. Augmenter et renforcer la comptabilité à travers l'engagement des parents et l'inclusion des parents pour la surveillance de l'enseignement des enfants et intensifier les interactions entre les parents et les enseignants afin d'améliorer la réalisation de l'éducation.

Tous les rapports soumis à la Réunion et les présentations faites lors de la Réunion sont disponibles sur le site internet du COMCEC (www.comcec.org).

- **12^{ième} Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté**

La 12^{ième} Réunion du Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté sera tenue le 4 Octobre 2018 à Ankara sous le thème de « Développement des Compétences dans les Pays Membres de l'OCI : Education Professionnelle ». Durant cette réunion, le Groupe de Travail travaillera sur le développement des compétences grâce à l'éducation professionnelle dans les pays membres de l'OCI et suggèrera des recommandations de politique pour améliorer la performance du système d'éducation professionnelle et des pratiques parmi les pays membres de l'OCI.

- **Financement de Projets du COMCEC**

A travers le Mécanisme de Financement de Projet, le BCC fournit des subventions aux projets choisis qui ont été proposés par les Institutions compétentes et les États Membres de l'OCI déjà enregistrés au Groupe de Travail sur l'Allègement de la Pauvreté.

Quatre projets dans le domaine de la coopération sur l'allègement de la pauvreté ont été réalisés en 2017 par l'Albanie, l'Indonésie, la Gambie et le Suriname. L'Albanie a mis en œuvre le projet intitulé : « Création d'une feuille de route pour un service social intégré pour le logement » en collaboration avec l'Indonésie et la Turquie. L'objectif du projet était d'entreprendre des recherches de politiques pour l'établissement d'un système d'information de gestion de logement social au Ministère de Développement Urbain d'Albanie. Les activités du projet comportaient la préparation de lignes directrices par le biais du partage d'expériences entre les pays partenaires et l'organisation d'un atelier de travail international en Albanie. Les lignes directrices ont été préparées à cette fin et présentées lors de l'atelier de travail qui s'est tenu les 3-5 juillet 2017 en Albanie, avec la participation des pays partenaires. De plus, dans le cadre du projet, une visite sur le terrain a été organisée dans des logements sociaux à Tirana.

L'Indonésie a mis en œuvre le projet intitulé : « Renforcer les moyens de subsistance locales et durables pour activer les pauvres en ouvrant une voie de marketing par le commerce électronique » L'objectif de ce projet était d'entreprendre des activités afin de créer des moyens de subsistance locales par le commerce électronique, pour les pauvres d'Indonésie. Les activités du projet comptaient l'organisation de programme de formation et un atelier de travail. Dix-huit programmes de formation sur le développement de produit et le marketing de produit ont été organisés dans plusieurs villes d'Indonésie pour les pauvres afin d'augmenter la valeur ajoutée de leurs produits et de leur enseigner le savoir pour étendre le marché grâce au commerce électronique. Lors de l'atelier de travail international les participants des pays partenaires la Malaisie, le Pakistan et le Bangladesh ont réalisé des présentations sur la situation actuelle dans leur pays et ont partagé leurs expériences.

La Gambie a mis en œuvre un projet intitulé « Formation sur l'entrepreneuriat et la gestion des petites entreprises pour les femmes en Gambie, au Sénégal et en Sierra Leone » L'objectif de ce projet est de partager les expériences et les bonnes pratiques dans l'entrepreneuriat, le développement des entreprises et la gestion des entreprises pour les femmes. Les activités du projet comportaient l'organisation d'un programme de formation pour les formateurs en entrepreneuriat et la gestion de petites entreprises pour les femmes, avec la participation des pays partenaires, Le Sierra Leone et le Sénégal.

Le Suriname a mis en œuvre le projet intitulé « La professionnalisation de la garde d'enfants dans certains pays de l'OCI » L'objectif du projet était de partager les informations sur les normes du développement infantile pour la professionnalisation et l'institutionnalisation de la garde d'enfants. Les activités du projet comptaient l'organisation d'un programme de formation sur les normes du développement infantile pour la professionnalisation et l'institutionnalisation de la garde d'enfants, avec la participation des pays partenaires, le Nigeria et la Guyane.

Deux projets dans le domaine de la coopération sur l'allègement de la pauvreté seront réalisés en 2018 sous le Financement de Projets du COMCEC. L'Indonésie mettra en place le projet intitulé « L'Amélioration du Système de Service à Fenêtre Unique pour la Protection Sociale et la Réduction de la Pauvreté dans les Pays de l'OCI ». Les pays partenaires au projet sont le Pakistan, la Turquie, l'Azerbaïdjan et la Malaisie. L'objectif du projet est d'améliorer les capacités des facilitateurs locaux et l'encadrement de la communauté en ce qui concerne la protection sociale et le programme de l'allègement de la pauvreté. Le projet inclue une conférence, un atelier de travail et trois programmes de formation. Lors de la conférence, les participants des pays partenaires partageront des idées et leur expérience au sujet du projet. Lors de l'atelier de travail, le contenu et les modules du programme de formation seront préparés avec les contributions des pays partenaire. Dans le programme de formation, qui sera sous format de formation de formateurs, les facilitateurs locaux acquerront le savoir-faire et les compétences nécessaires concernant l'analyse de données intégrées pour la planification et la budgétisation ; compétences communication et promotion dans le contexte de l'assistance et le renforcement de la communauté ; compétences de gestion de cas liée à la protection sociale et aux programmes d'allègement de la pauvreté.

La Gambie mettra en place le projet intitulé « Formation à l'entrepreneuriat pour les Enseignants dans des Pays de l'OCI Sélectionnée » avec la Malaisie et le Maroc. L'objectif du projet est d'introduire les enseignants aux compétences d'entrepreneuriat afin de leur permettre de renforcer davantage les capacités de productivité des étudiants. Le projet inclue un programme de formation qui dirigera la modernisation et l'intégration des modules d'entrepreneuriat dans le curriculum scolaire en Gambie et dans les pays partenaires.

- **Programmes en cours pour réduire la pauvreté dans le cadre du COMCEC**

Il existe aussi d'autres programmes en cours dans le cadre de l'allègement de la pauvreté sous l'égide du COMCEC, comme: Le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement - FSID (au sein de la Banque Islamique de Développement); le Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique - PSDA (au sein de la Banque Islamique de Développement) et le Programme de Formation Professionnelle de l'OCI - OCI-PFP (au sein du SESRIC).

Conformément à la décision du 3^{ème} Sommet Islamique Extraordinaire qui s'est tenue en 2005, les Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID) a été créé comme un Fonds spécial sous la BID. Le fonds a été officiellement lancé en 2007, afin de contribuer à la réduction de la pauvreté dans les États Membres. Il se concentre sur le développement humain, l'agriculture et le développement rural, l'infrastructure de base et les micros entreprises. Le budget ciblé du Fonds est de US\$ 10 milliards. En septembre 2017, le niveau des contributions en capital promises au Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID) s'élève à 2.68 milliards de dollars américains. En Avril 2017, le montant cumulatif des approbations était de 664,8 millions de dollars américains pour 106 opérations dans 33 Pays Membres.

Le Programme Spécial pour le Développement de l'Afrique (PSDA) est une autre initiative importante au sein de la BID, lancé en 2008 en vue de stimuler la croissance économique, de redynamiser la production agricole et de créer des opportunités d'emploi dans les pays membres africains. Le capital ciblé du PSDA est d'US \$12 milliards. Au total, dès le fin du 2017, les déboursements par rapport au total des approbations se sont élevés à 1,5 milliard de dollars américains ; de ce fait, le total des déboursements depuis 2012 jusqu'à ce jour s'élève à 5,4 milliards de dollars américains.

L'objectif du Programme OCI-PFP qui a été lancé officiellement en 2009 durant le Sommet Économique du COMCEC, est de donner aux individus l'occasion de développer leurs connaissances et leurs compétences ; de contribuer ainsi au développement et à la compétitivité

des économies des Pays Membres. Les programmes de renforcement de capacité ont été lancés dans 22 programmes sociaux et économiques différents avec plusieurs sous-thèmes dans le cadre de l'OCI-PFP.
